

Moscou, le 3 Octobre 1948

Voici le texte de la note soviétique du
3 Octobre 1948 pour les conclusions sur son déj. ~~l'union~~
~~les de n°~~ :

" Cher Monsieur le Chargé d'Affaires,

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir
porter à la connaissance du Gouvernement Français la réponse
suivante du Gouvernement Soviétique à la note du G.F. en
date du 26 Septembre 1948.

I.- Le Gouvernement de l'U.R.S.S. a pris connaissance de
la note des Gouvernements de la France, des Etats-Unis et
de la Grande-Bretagne en date du 26 Septembre 1948 et il
juge nécessaire de déclarer que la responsabilité de la
situation créée à Berlin incombe pleinement aux Gouverne-
ments des 3 Puissances. La question elle-même de la
situation à Berlin n'existait pas jusqu'à ce que les
Gouvernements de la France, des Etats-Unis et de la Grande-
Bretagne ne soient passés à la mise à exécution d'une
réforme monétaire séparée dans les zones occidentales de
l'Allemagne et dans les 3 secteurs de Berlin. En même temps,
on sait que ^{cette réforme} ~~la réforme~~ monétaire séparée constituait
seulement l'une des dernières et ~~l'une~~ des plus importantes
mesures tendant à la réalisation de la politique de démembre-
ment de l'Allemagne qui a ^{placé} ~~mis~~ les zones occidentales de l'Al-
lemagne en dehors du contrôle des ⁴ Puissances.

Le Gouvernement des Etats-Unis ^{et, en même temps,} ~~et, en même temps,~~
~~et~~ le Gouvernement de la Grande-Bretagne ont ^{commencé} ~~commencé~~
~~à mener à~~ cette politique de démembrement de l'Allemagne
par l'union économique séparée des zones américaine et
britannique d'occupation en Allemagne, en 1946, ~~en violation de~~
^{en violation de} ~~l'accord~~ l'accord des Puissances de la coalition anti-
hitlérienne réalisé à la Conférence de Potsdam sur la
question allemande.

21

violation de
~~infraction~~ Cette mesure a aussi constitué une grossière
 à l'accord antérieurement réalisé entre l'URSS
 la France, les USA et la Grande-Bret. au sujet du contrôle
 commun des 4 Puissances sur l'Allemagne occupée. Ceci fut

attaché à prouver
~~prova~~ alors justifié par ~~à~~ es considérations économiques et l'on
 que l'union des deux zones ne devait pas mener au
 démembrement de l'Allemagne non plus qu'à l'abandon de la
 politique de démilitarisation et de démocratisation de
 l'Allemagne sur laquelle les 4 Puissances étaient tombées
 d'accord. En réalité, la mise à exécution de cette politique
 des 3 Puissances dans la partie occidentale de l'Allemagne
 ainsi séparée du reste ~~de l'Allemagne~~ *des pays*, mène de plus en plus
 au renforcement de l'influence des éléments nazis et
 anti-démocratiques sur lesquels pèse la responsabilité
 de la précédente politique ~~agressive~~ *de l'impérialisme*
 allemand et qui ~~n'ont~~ *ont* pas abandonné ~~leurs~~ *des leurs* efforts vers
 une revanche, *effort* qui constituent une menace non seulement
 pour les états voisins, mais pour la sécurité des peuples
 de l'Europe entière. Ces derniers temps, particulièrement
 en liaison avec la réalisation du plan MARSHALL, s'est créé
 un réel danger de rétablissement du potentiel économique-
 militaire de la partie occidentale de l'Allemagne, ce qui
 viole l'accord de Potsdam et contredit les intérêts de tous
 les Etats pacifiques.

Jusqu'ici la réalisation de cette politique de la
 France, des E.U. et de la Grande-Bretagne ~~a été~~ *est allée* si loin
 qu'au printemps de cette année, lors des conversations de
 Londres des 3 Puissances occidentales, avec la participation
~~des~~ *des* Benelux, ~~il~~ a été adopté un plan de création d'un Etat
 allemand occidental, séparé du reste de l'Allemagne et
 placé en dehors du contrôle des 4 Puissances. *On a mis*
 jour ~~on a mis~~ la création d'un Gouvernement de l'Allemagne

Occidentale. Cette décision des 3 ^{puissances} ~~puissances~~ occidentales mène ^{la réalisation} à l'accomplissement du démembrement politique et économique de l'Allemagne avec toutes ses conséquences dangereuses.

Afin de préparer l'aboutissement du plan de démembrement définitif de l'Allemagne en Juillet de cette année, une réforme monétaire séparée a été mise à exécution dans les zones française, américaine et anglaise d'occupation en Allemagne ainsi que dans les 3 secteurs de Berlin où fut ^{introduite} ~~introduite~~ une monnaie particulière : le mark occidental "B". Si cette réforme monétaire séparée n'avait pas été mise à exécution, réforme qui démembra ^{du} ~~du~~ point de vue financier et monétaire non seulement l'Allemagne mais encore Berlin, ^{ville} qui se trouve au centre de la zone soviétique, aucun ~~quelque~~ problème relatif à la situation à Berlin n'aurait existé, pas plus qu'il n'existait jusqu'à Juin 1948, c'est à dire jusqu'à ce que cette réforme monétaire ait été ^{d'une façon séparée/} réalisée par les 3 Puissances occidentales. Une telle situation a contraint le Commandement Sov. à autoriser ~~la~~ l'émission d'un mark allemand de la zone soviétique et, ~~en conséquence~~ à édicter ~~des~~ des limitations de transport sans lesquelles, en présence de différentes devises dans les diverses parties de l'Allemagne et de Berlin, il n'aurait pas été possible de protéger les intérêts de la population allemande et ^{de préserver de la désorganisation} ~~d'assurer~~ la vie économique normale de la zone soviétique et particulièrement de Berlin.

Cela signifie, que s'il n'y avait pas eu de réforme monétaire séparée, faite en violation de l'accord des 4 Puissances et risquant de désorganiser toute la vie économique dans la zone soviétique et à Berlin, il n'y aurait pas eu non plus de nécessités de recourir à ces limitations de transport plus haut énoncées, qui représentent une mesure ^{de défense et de protection} ~~défensive~~ du Gouvernement soviétique ^{première partie} contre les actions

offensives des 3 Gouvernements. Les Gouvernements des 3 Puissances continuent à faire des déclarations relatives à leurs ^{de l'administration} droits à propos du Gouvernement de Berlin, droits fondés sur les accords bien connus des 4 Puissances au sujet ^{de l'administration} du Gouvernement commun de l'Allemagne et de Berlin. Mais le droit ^{à l'administration} au Gouvernement de Berlin par les 4 Puissances, étant donné que cette ville se trouve au centre de la zone d'occupation soviétique, n'a de sens que si l'Allemagne est reconnue comme formant un Etat unique ^{clairement} et Berlin ^{serait} comme étant la capitale. Dans la mesure, cependant, où les 3 Gouvernements ont séparé l'Allemagne occidentale de l'Allemagne orientale et y ont créé un Etat séparé, le droit ^{de l'administration} au Gouvernement de Berlin perd son sens pour ces Gouvernements.

La France, les E.U. et la Grande-Bret. par leurs actions séparées dans les zones occident. de l'Allemagne et dans les 3 secteurs de Berlin ont ruiné le système ^{d'administration} de Gouvernement quadripartite ~~de~~ de l'Allemagne et de Berlin et ont, par là même fait disparaître le fondement juridique qui assurait leurs droits à participer ^{à l'administration} au Gouvernement de Berlin. Cependant le G. soviétique n'a pas protesté contre la présence à Berlin des ^{troupes} ~~troupes~~ d'occupation des 3 Puissances, ce qu'a confirmé le premier Ministre I.V. STALINE, lors de son ^{du 2 août} entrevue avec les Représentants de la France, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, le 2 Août.

Néanmoins, lorsqu'il y a 2 mois, les Gouvernements de la France, des E.U. et de la Grande-Bretagne ont proposé d'établir en commun des mesures pratiques pour régler la situation à Berlin, le Gouvernement de l'URSS a donné son accord à ces propositions. Les conversations qui se sont ensuite déroulées à Moscou et à Berlin ont trouvé une ^{interprétation} ~~compte-~~ rendu incorrect dans la note du Gouvernement Français en date du 26 Septembre, ce qui rend nécessaire d'insister de

façon détaillée sur les faits relatifs à cette affaire.

2.- Lors des conversations qui ont commencé à Moscou, le Premier Ministre I.V. STALINE, a fait, le 2 Août, aux Représentants de la France, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne les propositions suivantes ;

a) le Commandement Soviétique abolira les limitations de transport qu'il a introduites ces derniers temps entre Berlin et les zones occidentales;

b) ~~en même temps~~ ^{simultanément}, le mark allemand de la zone soviétique sera introduit à Berlin en qualité de monnaie unique, et le mark occidental "B" sera retiré de la circulation à Berlin. En outre, le Premier Ministre I.V. STALINE, a exprimé le désir instant que les Gouvernements de la France, des E.U. et de la Grande-Bret. suspendent l'exécution des décisions de Londres relatives à la création d'un Gouvernement de la partie occidentale de l'Allemagne jusqu'à ce que les Représentants de l'URSS, de la France, des E.U. et de la Grande-Bretagne se fussent rencontrés pour discuter de la question de l'Allemagne dans son ensemble. Cette question a fait ensuite l'objet de nombreux examens lors des rencontres du Premier Ministre I.V. STALINE et du Ministre des A.E. ~~et~~ V.M. MOLOTOV avec les représentants des 3 puissances.

^{4 la suite}
~~Comme résultat~~ des conversations ayant eu lieu avec les Représentants de ces 3 Puissances à Moscou, le 30 août, un accord a été atteint relativement à la directive suivante ^{adressée aux} ~~pour les~~ quatre commandants en Chef des troupes d'occupation ~~en Allemagne~~ à Berlin :

“ Les Gouv. de la France, du Royaume-Unie, des E.U. et de l'UNION des Républiques sov.soc. ont décidé que les mesures suivantes seront mises à exécution simultanément, à condition que soit atteint un accord entre les 4 Commandants en Chef à Berlin sur ~~leur~~ ^{la} réalisation pratique ~~de ces mesures~~ -

*restriction**recentement*

a) les ~~limitations~~ introduites ~~ces derniers temps~~ concernant les liaisons, le transport, et le commerce entre Berlin et les zones occidentales, ainsi que celles relatives au mouvement des marchandises vers la zone d'occupation soviétique en Allemagne et venant de cette zone seront *levées* ~~abolies~~.

b) le mark allemand de la zone soviétique sera introduit en qualité de monnaie unique pour Berlin et le mark occidental "B" sera retiré de la ~~circulation~~ *à la mise en vigueur* circulation à Berlin.

Conformément à ce qui précède
 En liaison avec ce qui vient d'être énoncé, vous ~~avez~~ *mettre d'accord* ~~avec vos Collègues~~ *en vue* ~~de~~ *avez pour* instruire ~~de~~ *de* ~~communiquer~~ *communiquer* à votre Gouvernement, au plus tard le 7 Septembre, les résultats de vos discussions et notamment ~~au sujet~~ *ici des* de la date exacte à partir de laquelle les mesures envisagées par les paragraphes a) et b) ~~pourront être réalisées~~ *seront en vigueur*.

Les quatre Commandants en Chef établiront les mesures *liées* ~~qui sont en liaison avec~~ à l'introduction à Berlin du mark allemand de la zone soviétique.

Les mesures relatives au changement de monnaie *à l'application ultérieure et* ~~et à l'utilisation ultérieure~~ à Berlin du mark allemand de la zone soviétique ~~garantiront~~ *porteront sur les garanties suivantes*.

a) ~~l'~~absence de discriminations ou de mesures dirigées contre les détenteurs de marks occidentaux, ~~en liaison avec~~ *à l'occasion de* l'échange de ces marks occidentaux "B" émis à Berlin. Ces marks "B" seront échangés contre des marks allemands de la zone soviétique ~~au pair~~ *à la parité* ;

b) ~~des conditions égales~~ *égalité de traitement* relativement aux devises et ~~à la mise à la disposition de possibilités~~ *plein* accès aux ~~possibilités~~ *facilités* bancaires et de crédit dans tous les secteurs de Berlin. Les quatre Commandants en Chef recevront pour

mesures de sauvegarde

instruction de prévoir ~~les garanties suffisantes~~ afin

~~à empêcher~~

à empêcher que l'utilisation à Berlin du mark allemand de la zone soviétique ne conduise à la désorganisation de la circulation monétaire ou à la destruction de la stabilité de la monnaie dans la zone soviétique d'occupation.

c) ~~une~~ ^{base} satisfaisante pour le commerce ^{entre} Berlin ^{d'un} et les trois états ~~existants~~ ^{de l'ouest} et les zones occidentales d'Allemagne. Les modifications de cette base établie d'un commun accord ne pourront être ~~effectuées~~ effectuées que par accord entre les 4 Commandants en Chef.

d) ~~la~~ Fourniture d'une quantité suffisante de devises ~~pour~~ à des fins budgétaires et pour les dépenses d'occupation réduites au minimum, ~~assurant~~ ^{de l'équilibre} l'équilibre du budget de Berlin.

La réglementation de la circulation monétaire à Berlin doit être réalisée par la Banque d'Emission Allemande de la zone soviétique par l'intermédiaire des établissements de crédit existant actuellement à Berlin.

~~En outre~~ Pour le contrôle de la réalisation pratique des mesures financières plus haut énoncées, prises en liaison avec l'introduction et la circulation d'une monnaie unique à Berlin, il sera créée une commission Financière composée des Représentants des Quatre Commandants en Chef.

Dans la note de la France, de la Grande-Bretagne et des E.U. en date du 26 Septembre ne se trouve pas inclus aux Commandants en Chef à Berlin, le texte de la directive/~~provisoirement~~ plus haut citée et sur laquelle les 4 Gouvernements s'étaient mis d'accord. En ce qui concerne le contenu de cette directive et des déclarations du Premier Ministre I.V. STALINE, il faut remarquer que ^{ce} contenu est grandement mutilé dans la note des 3 Gouvernements.

Il suffit d'indiquer que, dans la directive établie

par les 3 Gouvernements et adressée aux Commandants en Chef à Berlin, ainsi qu'il apparaît à la lecture de son texte, sont clairement indiquées / les fonctions de contrôle de la Commission Financière quadripartite en ce qui concerne les mesures financières liées à l'introduction et à la circulation d'une monnaie unique à Berlin, à savoir le mark allemand de la zone soviétique. A ce propos, la directive dit nettement que le contrôle financier quadripartite doit être établi ^{sur} après l'introduction et la circulation de la monnaie unique à Berlin, mais ne dit nulle part que cela concerne aussi l'émission de la monnaie en question, pour autant que cela pourrait conduire à une ^{tation} ~~intervention~~ ~~immixtion~~ des 3 Puissances dans la réglementation de la circulation monétaire dans toute la zone soviétique. Il va de soi qu'en ce qui concerne l'émission du mark Allemand de la zone soviétique, la responsabilité ne peut incomb^{er} à nul autre qu'au Commandant Soviétique responsable de l'émission de cette monnaie devant la Banque d'Emission Allemande de la zone soviétique, étant donné que toute la vie économique de la zone dépend de la quantité d'argent qui se trouve en circulation. De même que dans les zones occidentales l'émission de la monnaie mise en circulation est soumise complètement au contrôle des autorités d'occupation de ces zones, de même dans la zone ~~soviétique~~ ^{l'émission de la monnaie} doit être soumise au seul contrôle du Commandement Soviétique. ~~Deuxièmement~~ ^{Cependant} lors des ~~conversations~~ ^{conversations} de Berlin, les Commandants en Chef des zones occidentales ont réclamé l'établissement d'un contrôle des 3 Puissances sur l'émission de la monnaie dans toute la zone soviétique et par là même l'introduction de leur contrôle sur toute la vie économique dans la zone soviétique, ce qui constitue une prétention que les Représentants de l'Union Soviétique n'ont pu admettre.

En dépit de l'affirmation de la note des 3 Gouvernements du 26 Septembre, le texte de la directive ~~établi~~

adressée aux 4 Commandants en Chef ne prévoit pas de contrôle quadripartite de l'émission du mark allemand de la zone soviétique spécialement pour Berlin, pas plus que ~~ce contrôle n'a été mentionné dans~~ les déclarations du Premier Ministre I.V. STALINE lors de l'examen préliminaire de cette directive. ~~Le Gouvernement Soviétique refuse~~ repousse entièrement de telles affirmations inexactes, qui ont pour but de ~~masquer~~ ^{masquer} ~~les positions~~ ^{des Gouvernements} de la France, des E.U. et de la Grande Bretagne par rapport à la directive établie entre les 4 Puissances pour les Commandants en Chef. Les tentatives d'opposer la position du Commandant en Chef sov. à Berlin à la position du Gouvernement Soviétique, telle qu'elle est exprimée dans la directive établie par les quatre Gouvernements, ont déjà été réfutées par le Gouvernement Soviétique dans sa note du 18 Septembre.

Le Gouvernement soviétique s'en est tenu strictement à la directive établie le 30 Août, qui prévoyait comme mesure simultanée l'abolition des limitations de transport entre Berlin et les zones occidentales et l'introduction du mark allemand soviétique en qualité de monnaie unique de Berlin avec l'établissement d'un contrôle quadripartite sur toutes les mesures financières à prendre à Berlin et mentionnées dans la directive. Pour autant que cette directive établie dans le domaine monétaire et financier une situation unique et des possibilités égales pour tous les 4 secteurs de Berlin, le Gouvernement sov. considère cette directive comme une base ~~satisfaisante~~ satisfaisante pour un accord pour les 4 Puissances.

En ce qui concerne le commerce de Berlin avec les zones occidentales et les trois pays, le Gouvernement soviétique, ainsi qu'on le sait, a exprimé son accord avec les propositions correspondantes des 3 Gouvernements, et, en conséquence, il n'existe pas de désaccord sur cette question.

Un accord n'a pas encore été atteint sur la question de l'établissement d'un contrôle sur le transport des marchandises commerciales et des passagers, sur les lignes aériennes entre Berlin et les zones occidentales. En présence de deux monnaies différentes, dans les parties occidentales et orientales de l'Allemagne, ~~la nécessité est bien évidente~~ ^{la nécessité est bien évidente} ~~l'impossibilité~~ pour le commandement soviétique d'avoir des garanties relativement à ~~l'impossibilité~~ l'interdiction de l'utilisation des transports aériens pour des opérations commerciales et financière illégales. C'est ce qu'ont unanimement reconnu les Représentants de la France, des E.U. et de la Grande-Bretagne lors de leur rencontre avec V.M. MOLOTOV le 18 Septembre. A ce propos le Représentant des E.U. a déclaré : "Il est tout à fait compréhensible que le Gouvernement soviétique veuille avoir quelques garanties contre l'utilisation des transports aériens pour des opérations monétaires illégales ou pour des opérations de marché noir. De telles garanties satisfaisantes pourraient être facilement obtenues". Si les Gouvernements des 3 Puissances reconnaissent comme fondée cette déclaration, le Gouvernement soviétique considère alors comme tout à fait possible de régler cette question sur une base acceptable pour les ~~deux~~ ^{différentes} parties.

De la sorte, pour cette question aussi, les désaccords peuvent être surmontés s'il existe une volonté de parvenir à un accord satisfaisant pour les 4 Puissances

Les conversations au sujet de la question de Berlin ont montré le possibilité d'aboutir à un accord des Quatre Puissances sur une base ~~mutuellement~~ satisfaisante pour celles ci, si les Gouvernements de la France, des E.U; et de la Grande Bret. n'avaient pas mis en ~~avance~~ avant des prétentions telles qu'elles étaient incompatibles avec les droits de l'URSS dans la zone d'occupation soviétique en Allemagne. Les conversations ont été interrompues en dépit du caractère peu important des divergences de vues qui subsistaient, et du fait que les Gouvernements de la France, des E.U. et de la

93

Grande-Bretagne ont refusé de mettre en vigueur la directive aux Commandants en Chef établie d'accord entre les 4 Puissances

3. Au cours des conversations entre D.V. STALINE et V.M. MOLOTOV d'une part et les Représentants des 3 Puissances à Moscou, de l'autre, en août 1948, a été examinée non seulement la question de Berlin, mais encore la question de l'Allemagne dans son ensemble.

A ce propos, le 27 août, un accord a été atteint relativement au texte suivant d'un communiqué ~~qui devait être~~ à publier après aboutissement des négociations:

" les Quatre Gouvernements ~~sont~~ ^{en fait} ~~ont~~ ^{devant avoir aussi dans le futur le plus bref} ont aussi convenu que, ~~à côté~~ ^{en fait} des conversations des 4 Commandants en Chef, ~~auraient~~ ^{devant avoir aussi dans le futur le plus bref} lieu aussi dans l'avenir le plus proche des conversations des quatre Gouvernements, ~~sous la forme de~~ ^{soit sous la forme de} Conseil des Ministres des A.E. ou d'autres conférences des Représentants des 4 Puissances, ~~pour l'examen :~~ ^{afin de procéder à}

d'une session du

- 1) de toutes les questions non encore résolues concernant Berlin, et,
- 2) de tous les autres problèmes non encore résolus concernant l'Allemagne dans son ensemble.

¹
Cependant, ~~un~~ accord n'avait pu se faire sur la conclusion de ce communiqué qui devait contenir la réponse des Gouvernements de la France, des E.U. et de la Grande-Bret. au désir exprimé par le Gouvernement soviétique de voir ajournée la mise en vigueur des décisions de Londres relatives à la création d'un Gouvernement de la partie occidentale de l'Allemagne jusqu'à ce que les ~~Gouvernements~~ Représentants de l'URSS, de la France, des E.U. et de la Grande-Bretagne ~~n'aient~~ pu se rencontrer pour examiner la question de l'Allemagne dans son ensemble. A ce propos le Gouvernement soviétique a reçu l'assurance des Représentants des 3 Puissances que les ~~décisions~~ décisions de Londres n'excluent pas la possibilité d'un accord entre les 4 Gouvernements au sujet de la création d'un Gouvernement unique de toute l'Allemagne.

41

Tout cela montre que les Gouvernements des 3 Puissances n'ont ^{pu} ne pas reconnaître l'existence d'un lien étroit entre la question de Berlin et la question de l'Allemagne dans son ensemble. Cela signifie en même temps que la ~~décisi~~ solution de la question de l'Allemagne, en y comprenant la question berlinoise, doit être fondée sur l'exécution des décisions prises par les Quatre puissances et avant tout sur l'exécution de l'Accord de Potsdam et de l'accord des 4 Puissances sur un contrôle commun de l'Allemagne.

af

Les Gouvernements de France, Etats-Unis et Grande-Bretagne; pour autant qu'ils ont violé de la façon la plus sérieuse les conventions de Potsdam et les autres accords conclus entre les quatre Puissances sur la question allemande, portent la responsabilité de la situation actuelle en Allemagne et à Berlin. Les trois Gouvernements précités ont détruit le mécanisme du contrôle quadripartite en Allemagne et à Berlin. En violation de leurs engagements ils ont entièrement ~~privé~~ ^{supprimé} les trois zones occidentales ~~de~~ ^à ce contrôle. A Berlin même, qui se trouve au centre de la zone soviétique, ces trois Gouvernements essaient de se ménager une situation privilégiée, en exigeant, conformément aux accords quadripartites, ~~que soient~~ ^{qu'on ne dénie pas} des droits, qu'eux-mêmes ne respectent pas et qu'ils réduisent à néant. Le bruit mensonger qu'ils ont ~~créé~~ ^{fait} autour de l'inexistant " blocus de Berlin ", et l'insistance avec laquelle ils réclament la levée immédiate des restrictions ~~aux transports~~ ^{de circulation}, peuvent ~~au~~ ^{que} moins montrer leurs efforts pour conserver la monnaie qu'ils ont ~~arbitrairement~~ ^{arbitrairement} introduite à Berlin, et pour garder les mains libres en vue d'importations et d'exportations de marchandises sans contrôle. Berlin, de la sorte, serait transformé en centre de spéculation de valeurs et de denrées ce qui ne peut pas ne pas désorganiser toute la vie économique de la zone soviétique. Il n'y a pas eu d'accord au sujet de la levée des restrictions de transports et de l'introduction simultanée d'une seule monnaie à Berlin, parce que les trois Gouvernements ont refusé ~~de s'entendre~~ ^{de parvenir à un accord} sur les garanties qui sont indispensables pour éviter la désorganisation économique de la zone soviétique, mais maintenant ces Gouvernements veulent se dégager de la responsabilité de la rupture des pourparlers. De plus, sous ~~le~~ ^{le} prétexte de défendre leurs droits à Berlin, les Gouvernements de la France, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, essaient en fait, sur

21

le plan financier, de régir ^{en fait} ~~aussi~~ la zone soviétique d'Allemagne ^{elle-même} afin de priver de cette manière l'U.R.S.S. de ses droits légaux dans cette ^{zone} ~~partie~~ et en fin de compte de l'en chasser.

IV

Après avoir rompu les pourparlers, les Gouvernements de la France, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne ont recouru à toutes sortes d'accusations non fondées et parfaitement ^{absurdes} ~~maladroites~~ vis-à-vis de l'U.R.S.S. Par la note du 26 Septembre chacun des Gouvernements ^{collaborer} ~~participe~~ à la propagation des bruits relatifs au soi-disant " blocus de Berlin " bien qu'il n'existe en réalité aucun blocus de Berlin. Les déclarations au sujet de la menace de famine et d'épidémies à Berlin ne sont aucunement fondées et ^{que} ~~de~~ sont des moyens mensongers de propagande. Il y a suffisamment de réserves de ^{denrées} ~~pro-~~ ~~duits~~ à Berlin. Le Gouvernement soviétique a déjà pris les mesures nécessaires pour fournir à la population berlinoise tout ce qui lui est ^{nécessaire} ~~indispensable~~. Rien ne menace le ravitaillement des troupes d'occupation.

Par " blocus de Berlin " il faut entendre les restrictions de transports ordonnées par le commandement soviétique pour ^{un léger} ~~limiter~~ les intérêts de la population et défendre la vie économique de la zone soviétique contre la désorganisation et la ruine. Ces mesures de défense sont inévitables tant que n'aura pas été réglée la question de l'introduction d'une seule monnaie à Berlin (dont les Gouvernements des trois Puissances eux-mêmes ont reconnu la nécessité). Les bruits soulevés autour de cette question sont nécessaires à ceux qui tentent le plus possible ^à ~~à~~ attiser les sentiments d'inquiétude, d'angoisse et d'hystérie guerrière, et non à ceux qui recherchent ^{véritablement} ~~le~~ règlement ^{effectif} de la situation à Berlin.

Dans la note des Gouvernements des 3 Puissances sont contenues des affirmations non fondées ~~sur lesquelles~~ les autorités sov. à Berlin auraient toléré des tentatives ~~faites par~~ ~~des la part de~~ ~~la minorité de la population à Berlin en vue~~ de renverser par la force l'administration municipale de la ville. Cependant, les autorités soviétiques à Berlin ont reçu des instructions sévères de la part du Gouvernement soviétique, et malgré le mécontentement de la population berlinoise à l'égard de la situation créée, afin d'assurer des conditions de calme pour le travail des organes berlinois locaux, ce qui a été confirmé par V.M. MOLOTOV, le 30 août au cours d'une entrevue avec les Représentants des 3 Puissances. Le Commandement soviétique s'en est strictement ~~tenu~~ tenu à ces instructions du Gouvernement soviétique, alors que des désordres, qui apportaient le trouble dans la ville berlinoise, se produisaient dans la partie de Berlin qui ne se trouve pas sous ^{le}/contrôle du Commandement soviétique et dont sont responsables les autorités militaires des trois autres Puissances. ~~Les~~

Tout cela montre que la déclaration des Gouvernements de la France, des E.U. et de la G.B. selon laquelle à Berlin se serait créée une situation qui constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales, est dépourvue de tout fondement. De telles déclarations ne peuvent détourner l'attention de cette politique séparatiste et anti-démocratique qui est mise en oeuvre en Allemagne occidentale et qui la convertit en arme docile au service des plans ~~agressifs~~ d'un groupe déterminé de grandes Puissances. On ne peut non plus nier que si quelqu'un porte la responsabilité de l'actuelle situation à Berlin, il s'agit bien des Gouvernements des 3 Puissances qui ont rompu les conversations pour le règlement de la situation de Berlin. Ce faisant les Gouvernements de

*avec un engagement.**montre qu'il*

de la France, des E.U. et de la G.B. ont manqué à leurs
~~obligations~~ ^{pris} de transmettre les questions litigieuses
 relatives à l'Allemagne et à Berlin à l'examen du Conseil
 des Ministres des A.E. ~~mais~~ ^{dans} la compétence duquel, ainsi qu'on
 le sait, entre le règlement de semblables affaires.

*Veuillez agréer, V. G. Ch. S. G.,
 la assurance de ma très haute
 considération*

Signé :

Molotov

Москва, 3 октября 1948 года.

Уважаемый г-н Поверенный в Делах,

Имею честь сообщить Вам с просьбой довести до сведения Правительства Франции следующий ответ Советского Правительства на ноту Правительства Франции от 26 сентября с.г.

1. Правительство СССР ознакомилось с нотой правительств Франции, США и Великобритании от 26 сентября сего года и считает нужным заявить, что ответственность за создавшееся в Берлине положение полностью лежит на правительствах трех держав. Самого вопроса о положении в Берлине не существовало до того времени, пока правительства Франции, США и Великобритании не приступили к проведению сепаратной денежной реформы в западных зонах Германии и в трех секторах Берлина. Вместе с тем известно, что указанная сепаратная денежная реформа была лишь одним из последних и особенно далеко идущих мероприятий по проведению политики расчленения Германии, которая поставила западные зоны Германии вне контроля четырех держав.

Политику расчленения Германии Правительство США вместе с Правительством Великобритании начали с сепаратного экономического об"единения американской и бри-

Г-ну Г.ДОРЖЕ,
Поверенному в Делах
Французской Республики.

Москва

рая проводится в Западной Германии, и превращает ее в послушное орудие агрессивных планов определенной группы великих держав. Нельзя отрицать и того, что если кто и несет ответственность за теперешнее положение в Берлине, то это именно правительства трех держав, которые сорвали переговоры по урегулированию положения в Берлине. При этом правительства Франции, США и Великобритании игнорировали свои обязательства подвергнуть спорные вопросы по Германии и Берлину рассмотрению в Совете Министров Иностранных Дел, в компетенцию которого, как известно, входит урегулирование подобного рода дел.

У. Поскольку в ноте от 26 сентября о положении в Берлине правительства Франции, США и Великобритании сообщают, что они передают вопрос о положении в Берлине на рассмотрение Совета Безопасности Об"единенных Наций, Правительство СССР считает нужным заявить следующее:

1. Вопрос о положении в Берлине тесно связан с вопросом о Германии в целом, о расчленении Германии, о создании отдельного правительства в Западной Германии и в соответствии со ст.107 Устава ООН подлежит решению тех правительств, которые несут ответственность за оккупацию Германии, и не подлежит передаче в Совет Безопасности.

2. Заявление Правительства Франции о том, что создалась ситуация, которая будто бы угрожает международному миру и безопасности, не отвечает действительному положению и является не более, как средством давления и попыткой использования Организации Об"единенных Наций для достижения своих агрессивных целей.

3. Советское правительство предлагает признать согласованную 30 августа директиву главнокомандующим в качестве соглашения между правительствами СССР, Франции, США и Великобритании, на основе которого должно быть урегулировано положение в Берлине.

4. Советское правительство предлагает созвать Совет Министров Иностранных Дел, чтобы рассмотреть вопрос о положении в Берлине, а также вопрос о Германии в целом, в соответствии с Потсдамским соглашением четырех держав.

Прошу Вас, г-н Поверенный в Делах, принять уверения в моем весьма глубоком уважении.

А. Маматов